



**Accord-cadre n° AC/2025-ARSHDF-Lutte-Habitat-Indigne**

(Passé en application du CCP, notamment des articles R2162-2 ; R2162-13 et R2162-14)

**Prestations d'ingénierie s'inscrivant dans le champ  
de la lutte contre l'habitat indigne**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

CCAP N° AC/2025/ARSHDF/LHI

# Sommaire

|     |   |   |
|-----|---|---|
| 1   | PARTIES CONTRACTANTES .....                   | 3 |
| 2   | <b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b> .....          | 3 |
| 3   | PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ..... | 3 |
| 4   | DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....                 | 3 |
| 5   | MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....    | 3 |
| 5.1 | Obligations du titulaire .....                | 4 |
| 5.2 | Modalités d'exécution des prestations.....    | 4 |
| 6   | DETERMINATION DES PRIX.....                   | 4 |
| 7   | CONFIDENTIALITE .....                         | 5 |
| 8   | CLAUSES FINANCIERES .....                     | 5 |
| 9   | CLAUSE DE RESILIATION .....                   | 6 |
| 10  | ASSURANCES .....                              | 6 |
| 11  | DIFFERENDS ET LITIGES .....                   | 6 |
| 12  | DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....       | 6 |

## 1 PARTIES CONTRACTANTES

D'une par :

L'Agence régionale de santé Hauts-de-France, établissement public de l'Etat à caractère administratif, représentée par son Directeur Général, ci-après désignée « l'ARS » ou « pouvoir adjudicateur » ;

D'autre part :

Le prestataire de service qui conclut le marché avec l'ARS Hauts-de-France et désigné dans le présent CCAP par l'expression : "le titulaire"

## 2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La mission consiste, selon les situations, à réaliser des prestations d'ingénierie complémentaires aux interventions menées par l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France au titre de la lutte contre l'habitat indigne:

Lot 1 : Prestations techniques relatives aux procédures habitat indigne : Tri et orientation des saisines de l'ARS.

Lot 2 : Prestations sociales relatives aux procédures habitat indigne :

- Prestations 2.1 : accompagnement des personnes en grande difficulté et confrontées à l'insalubrité.
- Prestation 2.2 : diagnostic social complémentaire à la procédure de traitement de l'insalubrité, en amont et/ou en aval de la prise d'un arrêté préfectoral de traitement de l'insalubrité.

Le détail des prestations est mentionné dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 3 PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE) et, le cas échéant, ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) Arrêté du 30 mars 2021 (pièce non jointe et réputée connue des parties contractantes) ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

## 4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de notification.

## 5 MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Chaque prestation est réalisée dans le respect des missions décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 5.1 Obligations du titulaire

- ✚ Le titulaire est en mesure d'intervenir sur le territoire régional. A titre indicatif, les territoires couverts par un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne (OPAH ou MOUS insalubrité, etc.) sont exclus du présent marché.
- ✚ Le titulaire produit à l'ARS les documents sous format numérique et les adresse au correspondant ARS qui a émis le bon de commande ainsi qu'à l'adresse suivante [ARS-HDF-SSEX@ars.sante.fr](mailto:ARS-HDF-SSEX@ars.sante.fr) (XX selon le numéro du département)
- ✚ La prestation 2.1 nécessitant pour sa réussite l'adhésion de l'occupant par sa présence tout au long de la mission (6 mois + 2 mois max), **le titulaire s'engage à informer l'ARS HDF d'une absence prolongée de l'occupant, cette information conditionnant la réalité des services faits.**

## 5.2 Modalités d'exécution des prestations

A la survenance du besoin, un bon de commande à en-tête de l'ARS HDF est adressé au titulaire, lequel s'engage à répondre à la commande. En cas d'impossibilité d'y répondre au plus tard 15 jours après sa réception, le titulaire en informe l'ARS HDF et précise les motifs de son empêchement.

Les bons de commandes sont transmis au titulaire par voie électronique, la datation électronique de l'envoi fait foi et marque le début d'exécution de la mission.

Cet accord-cadre est conclu pour un montant maximal fixé à quatre cent mille euros net (400 000 €). Quand cette limite maximale est atteinte, constatée par le pouvoir adjudicateur, plus aucune commande ne peut être engagée et, ipso facto, l'achèvement de l'accord-cadre est prononcé au titulaire

## 6 DETERMINATION DES PRIX

Les prix des prestations de l'accord-cadre sont unitaires et ferme durant toute sa durée. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Au regard des prestations demandées et détaillées au CCTP, le titulaire détermine distinctement son prix pour chacune des prestations. Le titulaire établit à cet effet un bordereau de prix par prestation (BPU).

### Cas particulier des prestations 1 et 2.1

En ce qui concerne les prestations du lot 1, le titulaire propose dans son offre de prix un tarif logement seul ou isolé et un tarif dégressif dit « immeuble collectif » dès lors que l'immeuble visé comporte au moins 2 logements à traiter. Ce tarif dégressif suit l'échelle suivante :

- Un tarif pour un immeuble comprenant 2 à 4 logements et un tarif au-delà de 4 logements.

En ce qui concerne la prestation 2.1 du lot 2, l'offre de prix du titulaire détermine un tarif unitaire pour 6 mois d'intervention accompagné d'un tarif complémentaire pour une prolongation de 2 mois. De plus, pour la prestation 2.1 du lot 2, compte tenu du risque d'interruption de la prestation en cas de défection de l'occupant, le titulaire intègre dans son offre de prix une tarification prorata temporis du temps consacré à la mission sur la base du nombre de jours effectués.

## 7 CONFIDENTIALITE

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu au secret professionnel, il a l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'engage donc à en préserver, et à en faire préserver par son personnel, le caractère confidentiel.

## 8 CLAUSES FINANCIERES

### Mode de règlement

Les règlements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire figurant à l'acte d'engagement. L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'ARS Hauts-de-France. Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent Comptable de l'ARS HDF.

Le délai global de paiement – DGP – des sommes dues au titulaire est de 30 jours. Ce délai démarre à la date de réception d'une facture.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

### Présentation des factures

Les factures doivent être déposées sur la plateforme CHORUS PRO en y renseignant les mentions suivantes :

- ✓ Le n° SIRET de l'ARS HDF : 130 007 974 00079
- ✓ Le numéro de l'engagement juridique (information figurant sur chaque bon de commande), ce numéro renseigne le code service demandé sur la plateforme : « AVEC\_EJ »

### **Outre les mentions légales, les factures mentionnent :**

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La référence du marché : AC-2025-ARSHDF-LHI ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ, indiqué sur le bon de commande) ;
- La domiciliation bancaire du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ;
- La désignation des prestations réalisées ;
- Les prix unitaires ou le prix forfaitaire HT ;
- Le coût total HT et TTC.

Des PV de livraison seront joints à chaque facture. Le modèle de PV de livraison est joint en annexe. Ces PV de livraison seront établis par département pour chaque bon de commande émis. Ils listeront les actions menées pour chaque mission et le prix facturé. Ils seront signés par les représentants des services santé environnement départementaux de l'ARS.

## 9 CLAUSE DE RESILIATION

Sans déroger aux dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment :

- a) Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- b) Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Lorsque le titulaire a sous-traité illégalement ;
- d) Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux ;
- e) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer ;
- f) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, les documents fournis par le titulaire s'avèrent inexacts.
- g) Lorsque le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité.

La décision de résiliation, dans un des cas prévus ci-dessus, (à l'exception des cas d, e et f où elle est immédiate), est prononcée après mise en demeure restée infructueuse dans les quinze jours suivant sa notification par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire à raison de ses fautes.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

## 10 ASSURANCES

Le titulaire justifie avant tout commencement d'exécution du présent accord-cadre, et pour toute la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance(s) couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses collaborateurs, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

## 11 DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litiges survenant dans l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Lille situé au 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 LILLE, Tel : 03 59 54 23 42- Fax : 03 59 54 24 45, courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr), est seul compétent pour une procédure administrative.

Toutes les correspondances relatives au marché sont obligatoirement rédigées en français.

## 12 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP ne déroge pas au CCAG-FCS Arrêté du 30 mars 2021